

Juillet, durant lesquels Carrel se prononçait si énergiquement pour la monarchie contre la république, jusqu'au mois de janvier 1833, époque à laquelle il arbora en quelque sorte officiellement dans son journal le drapeau républicain, on le voit arriver progressivement et par une suite de gradations très-sensibles de l'état d'amitié à l'état de guerre, et cependant, bien qu'il ne s'agisse ici que d'une variation quant aux moyens d'application d'un principe sur lequel Carrel ne varia jamais, savoir le gouvernement du pays par le pays, le *self-government*, qui fut toujours sa devise, cependant, en présence d'une adhésion si formelle et si bien motivée au début, on est naturellement porté à se demander comment Carrel a pu être conduit si vite à désespérer d'une institution qu'il considérait d'abord comme la meilleure sauvegarde contre l'anarchie et comme l'expression la plus complète des vœux et des besoins de la France.

Je ne pense pas manquer de respect à la mémoire de cet honorable écrivain en attribuant ce changement à l'action combinée de deux causes différentes : d'abord, et sans doute, à une conviction sincère d'un défaut d'harmonie de plus en plus tranché entre la marche du gouvernement nouveau et ce qu'il croyait la volonté du pays, à une conviction sincère de l'impossibilité pour la monarchie de faire face à des crises intérieures et extérieures sur le danger de l'importance desquelles il se trompa comme bien d'autres ; et, par suite, de la nécessité de préparer pour la perspective d'une situation plus violente un gouvernement plus vigoureux. Mais, ce point admis, ce serait, ce me semble, manquer de justesse et faire un portrait de fantaisie que de ne pas admettre aussi que le désir de Carrel, et que ce désir prit sa source dans la nouvelle croyance de Carrel, et que ce désir prit sa source dans la légitime ambition d'un esprit éminent qui se juge appelé à l'exercice du pouvoir et éprouve un penchant naturel à condamner comme impuissant le pouvoir qui repousse son intervention. Aussi, sans prendre trop au sérieux l'idée que Carrel exprimait avec ironie en disant : " On m'eût peut-être gagné en m'offrant le commandement d'un régiment," il est permis de penser que si, dès le début, alors qu'il était libre et sympathique au nouveau gouvernement et avant qu'il fût engagé ailleurs, on lui eût offert, au lieu d'une préfecture de troisième ordre, une situation plus digne de son activité et moins inférieure à celle de ses anciens co-fondateurs du *National*, il est permis de penser que, rattaché plus intimement au nouvel ordre de choses, il eût eu plus de peine à s'en séparer, et qu'alors même que la marche des affaires l'eût mécontenté et forcé de passer à l'opposition, il s'y fût maintenu dans le système monarchique constitutionnel qu'il défendit si brillamment pendant plusieurs mois.

Ce qui est certain, c'est que Carrel n'était rien moins qu'un homme de faction, un de ces esprits foncièrement turbulents et désordonnés, pour qui toute révolution n'est complète qu'autant qu'elle fait de l'autorité une question pure et simple de force brutale et de poumons, un prix offert à quiconque se sent le mieux en fonds de cette qualité tant préconisée par Danton : " De l'audace ! et puis de l'audace ! et puis encore de l'audace ! "

Carrel ne manquait certainement pas d'audace, peut-être même pourrait-on l'accuser d'en avoir eu trop, mais il avait des qualités fort supérieures à l'audace. A une grande force d'âme il joignait, sans parler ici de la loyauté et de la noblesse de son cœur, une grande justesse, une grande rectitude d'esprit, et c'est par là qu'il était essentiellement un homme de gouvernement ; c'est par là qu'il était en quelque sorte dépaysé au milieu de la masse anarchique et incohérente, où l'avait jeté l'espoir d'un grand, d'un

noble rôle à remplir, et qu'il s'efforçait en vain d'organiser, de préparer non-seulement à l'attaque et à la conquête, mais à l'exercice du pouvoir ; aussi, du jour où il eut arboré le drapeau républicain, sa vie ne fut plus qu'un double et perpétuel combat, presque aussi vif, presque aussi opiniâtre contre l'indiscipline des siens que contre l'habileté de ses adversaires. Si, d'une part, aussi impétueux qu'obstiné dans l'attaque, et toujours prêt à payer de sa personne en affrontant, pour l'honneur de sa cause, tous les dangers individuels, il savait passionner, enthousiasmer, par son dévouement et son courage, la fraction la plus intelligente et la plus distinguée de son armée, d'autre part, il offrait, dans sa noble horreur pour toute violence démagogique, dans son bon sens supérieur, dans son fier dédain pour le charlatanisme de langage et d'action, pour le pathos sanglant et indigeste qui procurait alors les honneurs de la *populacerie*, quelque chose d'essentiellement antipathique à cette fièvre de singerie farouche et de systématique brutalité qui a si puissamment facilité la victoire de la monarchie de juillet sur le parti républicain.

Combattant chaque prise d'armes comme funeste à la cause républicaine, et ne se vengeant de n'être pas écouté que par son noble empressement à se placer toujours après la défaite des siens entre le gouvernement et les vaincus ; persuadé que le pouvoir n'arrive et ne reste qu'aux mains de ceux qui se sont mis en état de l'exercer, et proclamant sans cesse pour son parti la nécessité de se faire d'abord des *opinions*, et de convertir le pays au lieu de le violenter. Il lui répétait en vain :

" Le système de la dynastie est de nous acculer perpétuellement dans l'agression matérielle pour mettre le pays de son côté ; c'est dire assez que notre tactique, à nous, est d'acculer la dynastie dans les coups d'Etat, de lui refuser tout prétexte de violer la Charte dans un intérêt d'ordre public, et de l'obliger à prendre l'initiative de la violence. . . . Une seconde victoire, remportée par la dynastie en personne contre la république, convertirait à la monarchie absolue ceux qui n'ont pas encore été convertis par les journées de juin à la royauté constitutionnelle."

(*National* du 4 octobre 1833.)

S'occupant ensuite avec une habile sollicitude des intérêts de liberté et de propriété si grossièrement foulés aux pieds par les avancés du parti, il travaillait à persuader à la bourgeoisie que la république se bornait tout simplement à la transformation du pouvoir héréditaire en pouvoir électif, avec une extension du droit de suffrage, et repoussait avec énergie les théories brutales de la *Société des Droits de l'homme* et de la *Tribune*. On connaît ses luttes avec cette dernière feuille, à l'effet d'établir, de circonscrire et de préciser en quoi consiste la révolution républicaine.

" Nous voulons, disait Carrel, la liberté pour nous aujourd'hui, demain contre nous, si nous étions maîtres ; bien différents de ceux qui veulent caresser et ménager des pratiques oppressives, dans l'espoir avoué de les manier à leur tour, et de devenir de persécutés persécuteurs.—Nous répétons donc afin que la *Tribune* n'en doute pas, que nous sommes toujours pour le *gouvernement représentatif*, contre la monarchie et contre l'anarchie ; que nous voulons ce gouvernement représentatif composé d'un pouvoir exécutif, d'un pouvoir législatif et d'un pouvoir judiciaire indépendants l'un de l'autre :

" Que nous tenons pour les deux degrés de discussion législative, c'est-à-dire pour deux Chambres ;

" Que nous désirons voir s'établir un pouvoir exécutif, un, électif, responsable amovible, jouissant d'une plus grande lati-